MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Décisions portant affectation et engagements définitifs . . . 689

DIVERS

Arrêtés portant promotion et admission à la retraite
(Santé et Postes) 689

AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

Société automobile et industrielle du Bénin 689
Société chimique et industrielle africaines 691
Entreprise Christophe (Augmentation de capital) 692
Constitutions de sociétés 692
Avis « Unicomer » 693
Inscriptions au registre de commerce 693
Ventes de carburants 694
Récépissés de déclarations d'associations 694
Avis de perte 694

LOIS

LOI N° 61-26 du 16 août 1961 instituant la Cour
suprême.

RECTIFICATIF au Journal officiel de la République
togolaise du 1^{er} septembre 1961, page 537,
1^{re} colonne, article 4, 2^e alinéa.

Au lieu de :

En cas d'empêchement ou de départ du président
titulaire, il sera procédé à la désignation d'un pré-
sident ad hoc par décret du chef de l'Etat. Les cau-
ses d'empêchement ou de départ seront soumises au
chef de l'Etat et appréciées souverainement par lui.

Lire :

En cas d'empêchement ou de départ du président
titulaire, il sera procédé à la désignation d'un pré-
sident ad hoc par décret du chef de l'Etat. Les cau-
ses d'empêchement ou de départ seront soumises au
chef de l'Etat et appréciées souverainement par lui.

LOI N° 61-31 du 26 août 1961 portant dérogation
à l'article 410 du code pénal interdisant la tenue
de maison de jeux de hasard.

RECTIFICATIF au Journal officiel de la Républi-
que togolaise du 1^{er} octobre 1961, page 600, 1^{re} co-
lonne, Art. 7.

Au lieu de :

ART. 7. — Un prélèvement progressif sera opéré
au profit de l'Etat sur le produit brut annuel des
jeux, diminué de 10% selon le tarif suivant :

Lire :

ART. 7. — Un prélèvement progressif sera opéré
au profit de l'Etat sur le produit brut journalier des
jeux, diminué de 10% selon le tarif suivant :

(Le reste sans changement)

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENTICE DU GOUVERNEMENT

DECRET N° 61-85 du 6 octobre 1961 fixant la
portion saisissable des traitements et salaires et
réglementant le recouvrement des créances des
collectivités, établissements et organismes publics
ou semi-publics.

Le Président de la République;

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes qui l'ont
modifié;

Vu notamment son article 229;

Vu l'arrêté n° 52 du 27 janvier 1935 réglementant les pour-
suites en matière de contributions directes et taxes assimilées
et de dettes envers le service local;

Vu notamment son article 1^{er};

Vu le décret n° 55-972 du 16 juillet 1955 relatif aux saisies
arrêts, cessions et retenues sur les traitements ou salaires des
travailleurs visés par l'article 1^{er} de la loi 52-1322 du 15
décembre 1952, pris en application de l'article 108 de la dite
loi instituant un Code du Travail;

Vu notamment ses articles 1^{er} et 2;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté n°
52 du 27 janvier 1935 est complété ainsi qu'il suit :

« Le mode de poursuite usité pour les contribu-
tions directes est applicable aux produits ci-après :

4°) Sommes dues à toutes collectivités, tous éta-
blissements, ou organismes publics ou semi-publics
sur état rendu exécutoire par le Ministre des finan-
ces et des affaires économiques.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Les traitements, salaires, appointe-
ments des fonctionnaires, employés et agents de
l'Etat, collectivités secondaires, circonscriptions, com-
munes et établissements publics sont saisissables
jusqu'à concurrence du tiers sur la portion inférieure
ou égale à 360.000 francs CFA par an, de la moitié
sur la portion supérieure à 360.000 francs CFA et
inférieure ou égale à 720.000 francs CFA et sans
limitation sur la portion dépassant 720.000 francs
CFA.

ART. 3. — Les dispositions de l'article 2 ci-des-
sus remplacent celles des paragraphes 3, 4, 5 et 7

de l'article 229 du décret du 30 décembre 1912, lesquels sont abrogés.

ART. 4. — En ce qui concerne les travailleurs visés par l'article 1^{er} de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail, la quotité saisissable et cessible est fixée par l'article 2 du présent décret pour les dettes envers l'Etat, les collectivités, établissements ou organismes publics définis à l'article 1^{er} ci-dessus.

Pour les mêmes travailleurs, la quotité saisissable et cessible demeure fixée par l'article 1^{er} du décret n° 55-972 du 16 juillet 1955 pris en application de la loi instituant un code du travail, en ce qui concerne seulement les retenues au profit de tiers.

ART. 5. — Dans le cas où le travailleur, fonctionnaire, employé ou agent est appelé à subir à la fois sur son traitement ou salaire une retenue pour dettes envers l'Etat ou assimilées d'une part et une retenue au profit de tiers d'autre part, les deux séries de retenues s'exercent chacune dans les limites qui leur sont propres, à savoir celles de l'article 2 du présent décret pour les premières et celles de l'article 1^{er} du décret n° 55-972 du 16 juillet 1955 pour les secondes.

Toutefois, le total des retenues ne pourra excéder les limites fixées par l'article 2 du présent décret.

ART. 6. — Le Ministre des finances et des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent décret qui abroge toutes dispositions contraires et sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 6 octobre 1961

S. E. OLYMPIO.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances et des affaires économiques,
H. D. COCO

DECRET N° 61-92 du 11 octobre 1961 portant nomination d'un Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

Le Président de la République,

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. Jonathan Savi de Tové est nommé Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

ART. 2. — Le Ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 11 octobre 1961

S. E. OLYMPIO.

Par le Président de la République :

Le Ministre des affaires étrangères, A. I.

M. SANKAREDJA

DECRET N° 61-93 du 14 octobre 1961 portant nomination du premier président de la cour suprême.

Le Président de la République,

Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire;

Vu la loi n° 61-26 du 16 août 1961 instituant la Cour Suprême;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. Laloum (Jean), président de la cour d'appel du Togo, est nommé premier président de la cour suprême.

ART. 2. — Le Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Fait à Lomé, le 14 octobre 1961

S. E. OLYMPIO

Par le Président de la République :

Le Ministre de la justice,

P. AKOUETE

DECRET N° 61-94 du 14 octobre 1961 portant nomination du procureur général près la cour suprême.

Le Président de la République,

Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire;

Vu la loi n° 61-26 du 16 août 1961 instituant la Cour Suprême;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. de Kermadec (Gaston), magistrat détaché auprès du gouvernement togolais, est nommé procureur général près la cour suprême.

ART. 2. — Le Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Fait à Lomé, le 14 octobre 1961

S. E. OLYMPIO.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la justice,

P. AKOUÉTÉ.

DECRET N° 61-95 du 14 octobre 1961 autorisant le cumul des fonctions de procureur général près la cour d'appel avec celles de procureur général près la cour suprême.

Le Président de la République,

Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire;

Vu la loi n° 61-26 du 16 août 1961 instituant la Cour Suprême;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,